

CONFRONTÉES À DES DIFFICULTÉS

95% des sociétés privées risquent la faillite

Député-président de la commission des finances à l'Assemblée populaire nationale, M. Tayeb Nouari était à Annaba ce mardi. C'était au siège de la Chambre de commerce et d'industrie «Seybouse» où il a animé une séance de travail avec les opérateurs économiques de la région.

Les débats ont été quelque peu houleux et les accusations nombreuses contre les institutions de l'Etat chargées du commerce, de l'économie et des finances dont les services de la douane.

D'une extrême gravité, ces accusations portent sur les multiples blocages, dont ont été victimes des sociétés privées qui sont à l'origine de la mise en faillite de plusieurs d'entre elles. Tant et si bien que plusieurs intervenants ont estimé incontournable la mise sur pied d'une commission d'enquête nationale à l'effet de déterminer les responsabilités dans ce que ces mêmes intervenants ont qualifié de «sabotage de l'économie nationale».

D'autres ont dénoncé les différentes dispositions de la loi de finances comme celles portant sur

la pénalité fixée à 25 000 DA/mois pour tout retard mis dans la prise en charge des marchandises importées, les exonérations de taxes et impôts et les larges facilitations dont bénéficient les investisseurs étrangers contrairement aux nationaux.

Plusieurs doigts accusateurs ont ciblé le législateur algérien qui élabore des lois tout en méconnaissant la réalité du terrain et en éludant les nouvelles données économiques mondiales. Conséquences, souligneront les hommes d'affaires, des sociétés ont dû fermer avec pour corollaire la disparition de milliers de postes de travail.

Très critiques à l'égard de différentes institutions de l'Etat, ils ont estimé que l'accord portant Zone arabe de libre-échange (Zale), récemment ratifié

par notre pays, avantage beaucoup plus les autres pays que l'Algérie. «Comment le producteur algérien pourrait-il placer ses produits à des prix de revient plus chers que ceux de leurs homologues arabes ? Cet accord signifie la disparition totale de la production algérienne y compris sur le marché national. Je vous informe qu'une file s'étendant sur des kilomètres, composée de dizaines de poids lourds chargés de divers produits arabes en provenance de la Tunisie et autres pays arabes se bousculent dans l'attente d'accéder en territoire algérien pour écouler leurs produits», a affirmé un de ces opérateurs.

Un autre estimera que les décideurs algériens veulent transformer l'Algérie en un vaste tube digestif et une source d'ap-

provisionnement énergétique à moindre coût pour les autres pays. Cependant, c'est le président-directeur général de la société Liana en faillite, entraînant la disparition de 750 postes de travail, qui a été le plus virulent dans ses propos.

«Je suis l'un des rares investisseurs qui a osé investir 3,50 milliards de dinars pour créer durant les années 1980, une des plus importante minoterie du pays. Alors que dans un pays voisin, le président de la République est intervenu pour sauver une société avec seulement 35 postes de travail, chez nous les autorités restent insensibles à une situation similaire avec, cependant, des conséquences au plan socioéconomique beaucoup plus graves.»

Lors de cette rencontre,

il n'y avait qu'amertume, récrimination et désolation dans les interventions des uns et des autres. Telle que décrite par les intervenants, la situation économique dans la wilaya de Annaba ne prête pas à l'optimisme.

Un certain nombre de ces opérateurs ont même estimé que l'année 2009 serait plus dramatique avec la fermeture annoncée de plusieurs sociétés privées et la mise au chômage de centaines de travailleurs.

«95% de ces sociétés dans notre région sont en situation de faillite. Comme si les impôts et taxes excessifs que notre propre pays nous impose ne suffisent pas, voilà que les Européens engagent une action tendant à faire répercuter sur l'Algérie leurs pertes induites par la

crise économique mondiale. Il est temps de tirer la sonnette d'alarme et nous vous chargeons de transmettre notre message aux décideurs», ont-ils estimé.

C'est ce qu'envisage de réaliser le représentant de l'APN véritablement secoué par les informations qu'il ne cessait d'enregistrer au fil des interventions. «Je constate qu'il y a un important déficit en communication entre le sommet et la base, entre le législateur et le terrain. C'est pourquoi je considère incontournable l'organisation d'une journée d'étude avec les opérateurs économiques que je propose pour le mois de mai prochain. Je vous invite tous à y assister pour tenter de trouver des solutions aux problèmes que vous venez de poser» a-t-il conclu.

Ali Bouacha

FIN DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Les revendications presque satisfaites

La grève des conducteurs de train a pris fin mardi dans la soirée, selon un communiqué de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), qui, précisons-le, ne parle pas de grève mais d'un d'arrêt de travail, vu qu'un préavis de grève n'a pas été déposé, comme le stipule la loi.

Rosa Mansouri- Alger (Le Soir) - Une réunion a eu lieu entre la direction de la SNTF et les représentants de la Fédération nationale des cheminots, seul partenaire social, de l'avis de l'administration, avec qui des pourparlers devaient avoir lieu.

«Nous avons été très surpris par cette grève d'autant plus que nous travaillons depuis une année avec la Fédération sur la révision de la convention collective qui nous lie aux travailleurs», a déclaré hier le directeur des ressources humaines de la SNTF, M. Dakhli.

Notre interlocuteur a tenu, toutefois, à préciser que dans le langage des cheminots, conducteurs de locomotive et mécaniciens signifient la même fonction, pour dire que le personnel de la maintenance n'a pas pris part au débrayage.

Surprise par cette action de protestation, la SNTF a dû faire appel, durant les quatre jours de la grève, aux encadrants de la fonction traction, des cadres qui ne sont pas censés conduire.

Par ailleurs, M. Dakhli a rassuré que quatre dossiers sont en négocia-



Les usagers pénalisés par ces perturbations.

tions depuis plusieurs mois entre la direction et le partenaire social. Il s'agit de la classification des postes de travail, le déroulement de la carrière des cheminots, la formation et enfin, l'amélioration des conditions de travail.

«Nous sommes déjà en phase de finalisation de ces différentes questions. Dans deux mois, nous aurons répondu à la majorité des préoccupations des travailleurs», a-t-il souligné.

Interrogé sur les salaires, principale revendication des cheminots, l'orateur dira que ce dossier précis comporte plusieurs points qui sont en

négociation. Il est intégré dans la classification des carrières et traitera de la nomenclature des postes de travail, de la rémunération des travailleurs et de l'encouragement.

Les différentes primes et indemnités réclamées par les grévistes seront ainsi réglées dans ce cadre. Il reste, toutefois, des petits points évoqués par la délégation des cheminots et qui concernent des situations particulières.

Celles-ci seront également réglées, selon le DRH de la SNTF, dans les tout prochains jours.

R. M.

BLIDA

16 personnes affiliées au GSPC devant le juge

Les éléments de la section de recherche du groupement de gendarmerie de Blida ont démantelé un réseau affilié à l'ex-GSPC spécialisé dans l'enlèvement de personnes à Blida, Médéa, Aïn-Defla et Tissemsilt.

Ce réseau, composé de 18 personnes dont deux sont toujours en fuite, a été présenté hier au procu-

reur de Blida qui a requis le mandat de dépôt à l'encontre de 14 d'entre elles.

C'est suite à des renseignements, apprend-on, que les gendarmes avaient, dans un premier temps, arrêté trois individus suspects qui dénonceront leurs acolytes.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'est avéré que ce

réseau était responsable de l'enlèvement de plusieurs personnes dont le dernier remonte au mois passé à Aïn-Defla. Les terroristes avaient demandé une rançon de 300 millions de centimes.

Ce réseau, selon les enquêteurs faisait fructifier son argent dans l'activité agricole de cette région.

H. M.

BATNA

Effondrement de six habitations au centre-ville

Ce ne sont pas les intempéries et encore moins l'oued, qui constitue depuis longtemps un danger pour les habitants du quartier de La Verdure, qui ont causé l'effondrement des murs des habitations de Haouche Fadhl mais les engins de Cosider. En curant l'oued, Cosider a provoqué l'effondrement des murs, heureusement sans gravité pour les six familles sinistrées, 26 personnes en tout.

La Protection civile et les agents de la DAS étaient ce matin sur les lieux pour évaluer les dégâts. Au moins quatre familles devront être recasées si ce n'est pas plus, puisque cet immeuble date de 1845 et représente un grand danger pour ses occupants.

Houadef Mohamed

CONSTANTINE

Un commerçant délesté de 40 portables

Après une période d'accalmie, l'on constate une recrudescence des agressions à l'arme blanche ces jours-ci à Constantine. La situation est alarmante au point où les commerçants et autres résidents du centre-ville y sont, désormais, victimes en plein jour.

Le vol commis mardi sous la menace dans un magasin situé à la rue Abane-Ramdane est une parfaite illustration du diktat des bandits qui ne semblent reculer devant rien. Le gérant de ce magasin, qui s'apprêtait vers les coups de 7 h du matin à ouvrir son local, avait été surpris par deux énergumènes qui l'ont agressé à l'aide d'une bombe lacrymogène avant de lui subtiliser plus d'une quarantaine d'appareils téléphoniques mobiles et de prendre la fuite.

Une enquête a été diligentée par la police sur la base de deux plaintes introduites par le propriétaire du magasin et le gérant. La première pour vol et la seconde pour agression à l'arme blanche.

L. H.